

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 16 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de volgende bedragen vervangen als volgt :

- a) "€ 0,5259" wordt vervangen door "€ 0,5469";
- b) "€ 0,9991" wordt vervangen door "€ 1,0391";
- c) "€ 0,7888" wordt vervangen door "€ 0,8204";

2° in § 5 worden de volgende bedragen vervangen als volgt :

- a) "€ 0,2146" wordt vervangen door "€ 0,2232";
- b) "€ 0,5903" wordt vervangen door "€ 0,6139";
- c) "€ 1,6098" wordt vervangen door "€ 1,6742";

1° in § 6 worden de volgende bedragen vervangen als volgt :

- a) "€ 0,2103" wordt vervangen door "€ 0,2187";
- b) "€ 0,3156" wordt vervangen door "€ 0,3282";
- c) "€ 0,5259" wordt vervangen door "€ 0,5469";

4° in § 7 wordt het bedrag "€ 0,2103" vervangen door "€ 0,2187".

**Art. 3.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1976 en 12 juni 1978 en bij het besluit van de Regering van 16 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag "€ 2,1035" vervangen door het bedrag "€ 2,1876" en het bedrag "€ 2,6294" door het bedrag "€ 2,7345";

2° in het tweede lid wordt het bedrag "€ 1,5776" vervangen door het bedrag "€ 1,6407" en het bedrag "€ 1,0517" door het bedrag "€ 1,0938";

**Art. 4.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1976 en het besluit van de Regering van 16 december 2010, wordt het bedrag "€ 0,7362" vervangen door het bedrag "€ 0,7656".

**Art. 5.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 16 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag "€ 0,2103" vervangen door het bedrag "€ 0,2187";

2° in het tweede lid wordt het bedrag "€ 0,4207" vervangen door het bedrag "€ 0,4375" en het bedrag "€ 0,8414" door het bedrag "€ 0,8751".

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

**Art. 7.** De minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 28 maart 2013.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden  
H. MOLLERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202693]

**25 AVRIL 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres de personnel contractuel et portant des dispositions transitoires en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois d'encadrement dans les métiers du conseil**

Rapport au Gouvernement wallon

L'objectif poursuivi par le présent projet d'arrêté est d'introduire des mesures transitoires permettant la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 août 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. En effet, la seule disposition transitoire prévue par l'arrêté susmentionné dans le cadre du processus de désignation de l'encadrement au sein des métiers du conseil est l'extension de l'article 309bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de la Fonction publique wallonne.

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la politique de l'accompagnement individualisé telle que définie par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion et de la politique fédérale de l'Emploi impliquant un transfert de compétences, il est indispensable que l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi puisse se doter d'un encadrement au sein des métiers du conseil. Pour ce faire, il est nécessaire de prévoir des dispositions transitoires complémentaires à celle prévue dans l'arrêté.

Il est à noter que ces mesures de nature temporaire (5 ans à dater du 16 août 2010), permettent à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi de remplir ses missions dans l'attente d'une solution globale en matière de personnel prise sous la forme d'un statut adapté.

Le présent projet d'arrêté respecte le principe de l'emploi statutaire tel qu'énoncé par l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent. En effet, un membre du personnel contractuel ne pourra être affecté temporairement à un emploi d'encadrement qu'en l'absence d'agent promu, muté ou réaffecté.

Enfin, les dispositions ont été établies dans le respect de la règle d'égalité de traitement entre les statutaires et les contractuels, dès lors que les conditions d'accès (à savoir, la condition d'ancienneté de six ans, la possible dérogation aux six ans d'ancienneté en cas de fonctions supérieures et les dispenses aux épreuves de validation des compétences pour le métier et d'aptitude à l'encadrement pour le niveau concerné) et les épreuves (leur contenu et leur durée de validité) sont établies de manière similaire, sans distinction de régime juridique.

Avis du Conseil d'Etat 52.953/2 du 25 mars 2013

Le 27 février 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation, des Sports et de la Politique aéroportuaire de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres de personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et portant des dispositions transitoires en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois d'encadrement dans les métiers du conseil'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 mars 2013. La chambre était composée de Yves Kreins, président de chambre, Pierre Vandernoot et Martine Baguet, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebort, assesseurs, et Bernadette Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Delval, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 mars 2013.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### Observation générale

Le projet examiné prévoit de nouvelles dérogations au droit commun de la fonction publique wallonne. Ces dérogations ne sont admissibles que pour autant qu'elles puissent être justifiées au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Il est dès lors souhaitable d'accompagner la publication de l'arrêté en projet d'un Rapport au Gouvernement dans lequel les dispositions projetées seront justifiées notamment au regard de ces principes [1].

#### Observations particulières

##### Dispositif

##### Articles 1<sup>er</sup> et 2

Il y a lieu d'intervertir l'article 1<sup>er</sup> et l'article 2 afin de présenter les modifications en projet dans l'ordre numérique des articles modifiés [2]. Les phrases introductives seront modifiées en conséquence.

Chapitre II. Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

##### 1. Les articles 3 et 4 modifient la même disposition.

Il convient en conséquence de les grouper en une seule disposition modificative comprenant deux subdivisions, la première (1<sup>o</sup>) complétant le § 2 et la seconde (2<sup>o</sup>) complétant le § 4 de la disposition concernée [3].

2. La phrase liminaire de l'article 3 fait état, dans l'article 6bis, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 'relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi', d'un alinéa 2 qui serait complété par le projet.

Cette phrase liminaire comprend plusieurs erreurs :

- l'article 6bis précité, même s'il ne concerne que l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, a été, sur le plan légistique, inséré non pas dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 'relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi' mais dans celui, portant la même date, 'relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel' [4];

- le § 2 inséré à l'article 6bis précité par l'article 52 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 'modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi' ne comprend qu'un alinéa;

- la phrase liminaire ne fait pas mention de l'insertion de ce § 2 par l'arrêté précité du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 (article 52).

Il convient donc, d'une part, de modifier l'intitulé du chapitre II en y mentionnant la seule modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 'relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel' et, d'autre part, de rédiger la modification envisagée par l'article 3 comme il est proposé au point 4 ci-après.

3. Enfin, comme l'article 6bis, § 4, comprend deux alinéas, il faut supposer que le texte en projet à l'article 4 est appelé à former un nouvel alinéa 3 de ce §.

Par ailleurs, la mention de l'insertion de ce § 4 par l'arrêté précité du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 fait également défaut.

4. Il résulte de ce qui précède que les articles 3 et 4, fusionnés, seront rédigés comme suit :

« A l'article 6bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, modifié par l'arrêté du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

'Toutefois, [suite comme au projet].

Pour l'application [suite comme au projet]'

2° le § 4 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

'Les membres du personnel [suite comme au projet]' ».

Article 4

Les mots « du Code de la Fonction publique wallonne » seront insérés après « à l'article 53 § 2, 4° et 5° ».

La même observation vaut pour l'article 7.

Article 7

Il appartient aux auteurs du projet de justifier au regard des principes d'égalité et de non-discrimination la différence de traitement, dans le système dérogatoire prévu par le projet, entre les membres du personnel contractuel lauréats des épreuves visées à la date d'entrée en vigueur du projet dont la candidature est examinée « prioritairement et simultanément » et ceux qui seront lauréats de ces épreuves après son entrée en vigueur et qui ne bénéficieront pas d'un tel examen.

Article 9

Au moment de la prise d'un arrêté, il y a normalement correspondance entre les personnes chargées de l'exécution et celles qui le proposent [5].

Le Greffier  
Bernadette Vigneron  
Le Président  
Yves Kreins

**Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres de personnel contractuel et portant des dispositions transitoires en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois d'encadrement dans les métiers du conseil**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et l'article 2bis, inséré par le décret-programme du 18 décembre 2003 et modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2012;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 584 du Comité de secteur XVI, établi le 21 décembre 2012;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 5 février 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 février 2013;

Vu l'avis 52.953/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par l'article 12 de l'arrêté du 15 juillet 2010 est modifié comme suit :

1) le mot « unanime » est inséré entre les mots « après avis » et « du Comité intermédiaire de concertation »;

2) les mots « deux ans » sont remplacés par « quatre ans ».

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 27/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté inséré par l'arrêté du 15 juillet 2010, les mots « pour une période limitée à trois ans » sont remplacés par les mots « pour une période limitée à cinq ans ».

§ 2. A l'article 27/1, alinéa 3, du même arrêté, les mots « agent de niveau A issu du Département des ressources humaines de l'Office » sont remplacés par les mots « agent ou membre du personnel de niveau A issu du Département des ressources humaines ».

§ 3. A l'article 28/1, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du 15 juillet 2010, les mots « agent de niveau A issu du Département des ressources humaines de l'Office » sont remplacés par les mots « agent ou membre du personnel de niveau A issu du Département des ressources humaines ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi*

**Art. 3.** A l'article 6bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi modifié par l'arrêté du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2, est complété de deux alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, en l'absence d'agent promu, muté, réaffecté ou désigné pour l'exercice de fonctions supérieures ou de membre du personnel contractuel temporairement affecté remplissant la condition d'ancienneté visée à l'article 53, § 2, 1°, du Code et par dérogation à l'alinéa précédent, peuvent également être affectés les membres du personnel contractuel qui ne remplissent pas la condition d'ancienneté visée à l'article 53, § 2, 1°, du Code, moyennant décision motivée du Comité de gestion sur le nombre d'années exigées, après avis unanime du Comité intermédiaire de concertation. L'ancienneté requise ne peut dans ce cas être inférieure à quatre ans.

Pour l'application de l'article 53, § 2, 1°, du Code de la Fonction publique aux membres du personnel contractuel, l'ancienneté prise en considération est celle acquise dans les métiers du conseil dans une fonction de même niveau au sein de l'Office. »;

2° le § 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les membres du personnel contractuel tels que visés aux §§ 2 et 3 qui sont lauréats des épreuves visées à l'article 53, § 2, 4° et 5°, du Code de la Fonction publique et qui ont été désignés pour un an sur un poste déterminé, conservent leur affectation sur ce poste jusqu'au 16 août 2015 si le poste annuellement remis en concurrence n'est pas octroyé à un agent. »

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne uniquement les métiers du conseil, les agents lauréats d'une épreuve de validation des compétences managériales organisée pour les métiers de responsable d'équipe dans les métiers du conseil avant le 16 août 2010 ou lauréats d'une épreuve de validation des compétences pour l'accès à une fonction de rang B1 organisée par la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie avant le 16 août 2010 sont réputés définitivement titulaires du certificat de validation des compétences pour le métier de responsable d'équipe, ainsi que de l'examen d'aptitude à l'encadrement pour le niveau concerné.

§ 2. Les agents et les membres du personnel contractuel lauréats d'une épreuve de chargé de mission de « responsable d'équipe ou de service » organisée en 2002 et 2003 ou d'une épreuve de vérification des capacités managériales organisée pour le métier de responsable d'équipe dans les métiers du conseil avant le 16 août 2010 sont également réputés définitivement titulaires du certificat de validation des compétences pour le métier de responsable d'équipe dans les métiers du conseil, ainsi que de l'examen d'aptitude à l'encadrement pour le niveau concerné.

§ 3. Les agents et les membres du personnel contractuel lauréats d'une épreuve de chargé de mission « ayant pour responsabilité la mise en place du pôle des services aux entreprises, aux particuliers et aux relations partenariales » ou de chargé de mission « ayant la responsabilité des services aux entreprises, aux particuliers et aux relations partenariales » ou lauréats d'une épreuve de vérification des capacités managériales organisée pour le métier de responsable de service dans les métiers du conseil avant le 16 août 2010 sont réputés définitivement titulaires du certificat de validation des compétences pour le métier de responsable de service dans les métiers du conseil, ainsi que de l'examen d'aptitude à l'encadrement pour le niveau A.

**Art. 5.** Les membres du personnel contractuel qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont lauréats des épreuves visées à l'article 53, § 2, 4° et 5°, du Code de la Fonction publique wallonne et qui ont été antérieurement désignés sur un poste déterminé au terme d'un processus organisé par le Département RH, conservent leur affectation sur le poste qu'ils occupent, si le poste remis en concurrence n'est pas octroyé à un agent.

**Art. 6.** Dans le cadre de la procédure de désignation et en l'absence d'un agent désigné, sont examinées prioritairement et simultanément : les candidatures des membres du personnel contractuel lauréats des épreuves visées à l'article 53, § 2, 4° et 5°, du Code de la Fonction publique wallonne à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, antérieurement désignés sur un poste déterminé et dont le poste est attribué à un agent au terme d'une procédure organisée après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ainsi que les candidatures des membres du personnel contractuel lauréats des épreuves visées à l'article précité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'ont pas été désignés antérieurement pour l'exercice d'une fonction d'encadrement.

**Art. 7.** Les articles 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 3, 5 et 6 cessent d'être en vigueur le 16 août 2015.

**Art. 8.** Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Emploi et de la Formation sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE



## Note

[1] Voir l'avis 48.378/2 donné le 30 juin 2010 sur une précédente modification du texte modifié par le projet.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 122.

[3] *Ibid.*, formule F-4-2-9-1.

[4] Voir l'observation formulée dans l'avis 48.378/2 sur l'article 52 de l'avant-projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 'modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi'.

[5] Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 166.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/202693]

**25 APRIL 2013.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden en houdende overgangsbepalingen wat betreft de voorwaarden waaronder toegang verleend wordt tot de staffuncties in de adviesverlenende beroepen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, en artikel 2bis, ingevoegd bij het programmadecreet van 18 december 2003 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 :

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », inzonderheid op artikel 25, eerste lid, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2012;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 584 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 21 december 2012;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », uitgebracht op 5 februari 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 21 februari 2013;

Gelet op het advies 52.953/2 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »*

**Artikel 1.** Artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », zoals gewijzigd bij artikel 12 van het besluit van 15 juli 2010, wordt gewijzigd als volgt :

1) tussen de woorden « na » en « advies » wordt het woord « eenparig » ingevoegd;

2) de woorden « twee jaar » worden vervangen door de woorden « vier jaar ».

**Art. 2.** § 1. In artikel 27/1, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 15 juli 2010, worden de woorden « gedurende een periode van hoogstens drie jaar » vervangen door de woorden « gedurende een periode van hoogstens vijf jaar ».

§ 2. In artikel 27/1, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « ambtenaar van niveau A uit het Departement Menselijke Hulpbronnen van de "Office", » vervangen door de woorden « ambtenaar of personeelslid van niveau A uit het Departement Menselijke Hulpbronnen ».

§ 3. In artikel 28/1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 15 juli 2010, worden de woorden « ambtenaar van niveau A uit het Departement Menselijke Hulpbronnen van de "Office", » vervangen door de woorden « ambtenaar of personeelslid van niveau A uit het Departement Menselijke Hulpbronnen ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »*

**Art. 3.** In artikel 6bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Bij gebrek aan bevordering, mutatie, wederaanstelling of aanwijzing van een ambtenaar voor de uitoefening van hogere functies of aan tijdelijke aanstelling van een lid van het contractuele personeel dat voldoet aan de anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 53, § 2, 1°, van de Code en in afwijking van het vorige lid, kunnen evenwel ook de leden van het contractuele personeel aangesteld worden die niet voldoen aan de anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 53, § 2, 1°, van de Code, mits gemotiveerde beslissing van het beheerscomité over het vereiste aantal jaren, na eenparig advies van het tussenoverlegcomité. In dat geval bedraagt de vereiste anciënniteit minstens vier jaar.

Voor de toepassing van artikel 53, § 2, 1°, van de Ambtenarencode op de leden van het contractuele personeel, wordt rekening gehouden met de anciënniteit die in de adviesverlenende beroepen is verworven in een functie van hetzelfde niveau binnen de "Office". »;

2° § 4 wordt aangevuld met volgend lid :

« De leden van het contractuele personeel, zoals bedoeld in de §§ 2 en 3, die geslaagd zijn voor de proeven bedoeld in artikel 53, § 2, 4° en 5°, van de Ambtenarencode en die voor één jaar aangewezen werden voor een bepaalde functie, behouden hun aanstelling voor die functie tot 16 augustus 2015 indien de jaarlijks in mededinging gestelde functie niet aan een ambtenaar wordt toegekend. ».

### HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 4.** § 1. Wat enkel de adviesverlenende beroepen betreft, worden de ambtenaren die geslaagd zijn voor een proef tot validatie van de leidinggevende vaardigheden die voor 16 augustus 2010 georganiseerd werd voor de functies van ploegverantwoordelijke binnen de adviesverlenende beroepen of die geslaagd zijn voor een proef tot validatie van de vaardigheden die toegang verleent tot een functie van rang B1 en die voor 16 augustus 2010 georganiseerd werd door de Directie Personeelsvorming van de Waalse Overheidsdienst, geacht definitief houder te zijn van het getuigschrift tot validatie van de vaardigheden voor het beroep van ploegverantwoordelijke, alsook van dat van het geschiktheidsexamen betreffende de staffunctie voor het betrokken niveau.

§ 2. De ambtenaren en de leden van het contractuele personeel die geslaagd zijn voor een in 2002 en 2003 georganiseerde proef van opdrachtgelastigde als « ploeg- of dienstverantwoordelijke » of voor een proef tot verificatie van de leidinggevende capaciteiten die voor 16 augustus 2010 georganiseerd werd voor het beroep van ploegverantwoordelijke in de adviesverlenende beroepen, worden eveneens geacht definitief houder te zijn van het getuigschrift tot validatie voor het beroep van ploegverantwoordelijke in de adviesverlenende beroepen, alsook van dat van het geschiktheidsexamen betreffende de staffunctie voor het betrokken niveau.

§ 3. De ambtenaren en de leden van het contractuele personeel die geslaagd zijn voor een proef van opdrachtgelastigde als « verantwoordelijke voor de totstandbrenging van de pool dienstverlening aan ondernemingen, particulieren en partnershiprelaties » of voor een proef van opdrachtgelastigde als « verantwoordelijke voor dienstverlening aan ondernemingen, particulieren en partnershiprelaties » of voor een proef tot verificatie van de leidinggevende capaciteiten die voor 16 augustus 2010 georganiseerd werd voor het beroep van dienstverantwoordelijke in de adviesverlenende beroepen, worden eveneens geacht definitief houder te zijn van het getuigschrift tot validatie van de vaardigheden voor het beroep van dienstverantwoordelijke in de adviesverlenende beroepen, alsook van dat van het geschiktheidsexamen betreffende staffuncties in niveau A.

**Art. 5.** De leden van het contractuele personeel die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit geslaagd zijn voor de proeven bedoeld in artikel 53, § 2, 4° en 5°, van de Ambtenarencode en die vroeger aangewezen werden voor een bepaalde functie na een door het Departement RH georganiseerde procedure, behouden hun aanstelling voor de functie die ze bekleden indien de in mededinging gestelde functie niet aan een ambtenaar wordt toegekend. ».

**Art. 6.** In het kader van de aanwijzingsprocedure en indien geen ambtenaar aangewezen is, worden bij voorrang en tegelijkertijd de volgende kandidaturen behandeld : de kandidaturen van de leden van het contractuele personeel die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit geslaagd zijn voor de proeven bedoeld in artikel 53, § 2, 4° en 5°, van de Ambtenarencode en die vroeger aangewezen werden voor een bepaalde functie en van wie de functie aan een ambtenaar toegewezen wordt na afloop van een procedure die na de datum van inwerkingtreding van dit besluit georganiseerd wordt, alsook de kandidaturen van de leden van het contractuele personeel die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit geslaagd zijn voor de proeven bedoeld in voornoemd artikel en die vroeger niet aangewezen werden voor de uitoefening van een staffunctie.

**Art. 7.** De artikelen 2, §§ 1 en 2, 3, 5 en 6 houden op van kracht te zijn op 16 augustus 2015.

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Tewerkstelling en Vorming zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE